



Radhi Meddeb Président d'IPEMED

## Nouveau modèle, nouvelle gouvernance

► Les révolutions arabes sont venues mettre fin à des décennies de prédation et de mauvaise gestion des affaires publiques. Sur le moyen et long terme, l'opinion est unanime : ces mouvements libéreront les énergies, bousculeront les situations de rentes et de privilèges et favoriseront une croissance plus forte, plus égalitaire et mieux distribuée. Pour le tourisme, la révolution a eu bon dos. Tous, responsables politiques, opérateurs économiques ou administra-

tions publiques ont vu dans la chute des fréquentations et des recettes les conséquences de la révolution et de son lot d'insécurité, de l'égoïsme des candidats au voyage et de la courte vue des tours-opérateurs occidentaux. Ils se sont lancés dans des campagnes de communication tout autant coûteuses qu'inefficaces. En fait, ils se sont attaqués à la manifestation dermique en ignorant le mal profond. Les insuffisances du tourisme dans la plupart des pays du Sud de la Méditerranée (Tunisie et Égypte notamment) ne datent pas d'hier. Tourisme de masse, jouant les prix les plus bas, souvent mono produit

remis entre les mains des tours-opérateurs, il n'a vécu que grâce à la protection des anciens dirigeants et à leur complicité. Les solutions résident dans des réformes structurelles profondes : plus de durabilité, de solidarité et de responsabilité. Un nouveau modèle du tourisme appelle une nouvelle gouvernance. Il doit rompre avec les pratiques du passé, faites de détournements massifs et tolérés, d'occupation illégale du domaine public maritime, de gaspillage des ressources en eau, en sol et en littoral, de pollution et de dégradation de l'environnement, mais également du commerce des produits de contrefaçon, d'exploitation indue et de marginalisation des populations locales.

Sur la route des pyramides, plateau de Gizeh. Un Égyptien sur sept vit du tourisme.



# Le devenir des révolutions arabes suspendu à l'économie

**IL FAUT VEILLER À CE QUE LES PROMESSES DE PRÊTS SOIENT SUIVIES D'EFFETS ET QUE LES ACTIONS PROPOSÉES NE LAISSENT PERSONNE SUR LE BORD DU CHEMIN.**

**L**e tourisme va-t-il reprendre dans les pays de la rive sud de la Méditerranée ? La question est sur les lèvres de tous les responsables du secteur tant l'enjeu économique est essentiel. Avec des chutes allant de 40% à 80% au cours des premiers mois de l'année, les conséquences sont lourdes pour un secteur qui représente plus de 10% du PIB et qui fait vivre, par exemple, un Égyptien sur sept. Les situations sont contrastées. Si le Maroc a été moins touché que la Tunisie il enregistre néanmoins une baisse. Le dernier baromètre de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) note une reprise de la demande en Égypte et Tunisie. En revanche, les voyageurs ont totale-

ment déserté la Syrie alors qu'elle s'était lancée dans une politique d'investissements. La situation est tout aussi catastrophique au Yémen. Le Liban, qui pâtit également de tensions à sa frontière, enregistre une baisse de 25% du nombre de touristes sur les sept premiers mois de l'année. C'est donc bien toute la région qui est affectée.

**OFFRIR DES PERSPECTIVES** Au-delà de l'évolution du tourisme, c'est la situation économique dans son ensemble qui est en question et le devenir des révolutions. La mise en place de réformes ambitieuses permettant des créations d'emploi, notamment pour les jeunes, une vraie redistribution des fruits de la croissance et une plus grande attention à l'ensemble du territoire,

visant à ne pas favoriser une ou deux régions seulement, comme cela a souvent été le cas, offrirait des perspectives aux populations qui, sinon, risquent de désespérer. La reprise des investissements directs étrangers participerait à la reprise. L'aide internationale est évidemment indispensable et c'est le sens du signal envoyé par les ministres des Finances des pays engagés dans le Partenariat de Deauville réunis à Marseille en septembre. Sommes certes insuffisantes pour relever le défi de la transition mais veillons déjà à ce que les promesses de prêts soient suivies d'effets et que les actions proposées pour accompagner cette période délicate mais porteuse d'espoir ne laissent personne sur le bord du chemin.

Agnès Levallois

# Le plan solaire marocain

## Clé de voûte du Plan solaire méditerranéen ?

Le plan solaire marocain peut-il être « la clé de voûte du Plan solaire méditerranéen » ? C'est en ces termes qu'Éric Besson, ministre de l'Industrie, a posé la question lors d'un déplacement à Rabat. À cette occasion, il a rencontré les promoteurs du projet marocain et a annoncé une enveloppe de 100,3 millions d'euros pour le développement de l'énergie solaire qui sera versée par l'Agence française de développement (AFD). En effet, le conseil d'administration de l'AFD a approuvé l'attribution de ce financement (prêt de 100 millions d'euros et une subvention de 300 000 euros) à la Moroccan Agency for Solar Energy (Masen) pour appuyer la mise en œuvre du plan solaire marocain et la construction d'une centrale solaire à Ouarzazate qui devrait être opérationnelle à partir de 2014.

### ACCÉLÉRER LE FINANCEMENT DU PLAN

L'objectif du Plan solaire méditerranéen (PSM), un des six grands projets d'intérêt général de l'UPM, vise à accroître l'utilisation des énergies renouvelables et à renforcer l'efficacité énergétique des pays du Sud méditerranéen. Il doit permettre de produire, à l'horizon 2020, 20 GW d'électricité, dont 5 GW exportables vers l'Europe. Le Maroc est parmi les pays méditerranéens le plus avancé dans ce domaine. Éric Besson a annoncé vouloir accélérer le financement du plan, « en mobilisant les institutions multilatérales,

la technologie de réflecteurs cylindro-paraboliques, la plus fréquente, est utilisée par les plus puissantes centrales solaires au monde (ici, en Californie).

À RABAT, ÉRIC BESSON, MINISTRE DE L'INDUSTRIE, A ANNONCÉ UNE ENVELOPPE DE 100,3 MILLIONS D'EUROS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE.

ales, les importations électriques des États de la rive nord et les investisseurs privés». Pour transférer l'électricité durable du Sud vers le Nord, un projet de réseau électrique transméditerranéen a vu le jour : *Med-Grid*. Il réunit plusieurs entreprises dans le domaine des transports, de la production et de la gestion des réseaux d'électricité. Lors d'une réunion, les 5 et 6 juillet à Barcelone au siège de l'UPM, l'importance du projet a été rappelée afin de promouvoir les énergies renouvelables et un calendrier a été adopté. Une rencontre sur les points financiers s'est déroulée le 19 septembre en présence de la Banque européenne d'investissement et de l'Institut européen de la Méditerranée.

Le Maroc est doté d'une ressource solaire parmi les plus importantes de la planète (3 000 heures par an) et dispose de zones désertiques propices aux centrales solaires à concentration. Le Plan solaire marocain a été lancé en



Mustapha Bakkoury préside le directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire (Masen) depuis le 30 décembre 2009.

2009 avec l'objectif de développer une capacité de production d'électricité à base d'énergie solaire de 2 000 MW minimum d'ici à 2020. La part de la puissance électrique en énergie renouvelable sera alors de 42 % du parc électrique marocain. Société publique créée en janvier 2010, la Masen est chargée de mettre en œuvre ce plan. L'électricité verte ainsi produite sera orientée prioritairement vers le marché local et, pour partie, exportée vers l'Europe. Le programme de Ouarzazate sera développé en plusieurs phases, la première comportant une centrale cylindro-parabolique, d'une capacité comprise entre 125 MW et 160 MW, avec un système de stockage thermique.

A.L.

## Un projet financé par la Commission européenne

● *Paving the Way for the Mediterranean Solar Plan*, projet financé par la Commission européenne sur une durée trois ans, a démarré en septembre 2010. Suite à un appel d'offres international, la Commission a confié le projet à un consortium mené par la firme allemande mvv Decon. Le consortium comprend deux opérateurs nationaux du système de transport électrique de l'UE, Terna (Italie) et RTE (France). Un autre membre est l'Enea (Italie), l'Agence nationale pour les nouvelles technologies,

l'énergie et l'environnement. Le consortium est complété par la Sonelgaz (Algérie), l'une des principales sociétés d'électricité des pays partenaires méditerranéens. Ce projet concerne l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, les Territoires palestiniens et la Tunisie. Le consortium vise à aider et valoriser les initiatives en cours ; il doit fournir un lieu de dialogue et de préparation à des activités conjointes et effectuer les travaux d'analyse indispensables pour en permettre l'avancée.

### NOMINATION



Spécialiste algérien de l'économie de l'énergie, El Habib

El Andaloussi a été nommé au Plan solaire méditerranéen comme « Deputy Team Leader ». Il s'occupera du projet de la Commission européenne mis en œuvre par le consortium, MVV Decon.

# Mobilisation pour soutenir les réformes dans les pays du Printemps arabe

Les ministres des Affaires étrangères tunisien, marocain, égyptien, jordanien, le Premier ministre libyen se sont réunis à New York le 20 septembre sous la présidence d'Alain Juppé, en présence de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton et du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, afin de mettre en place le mécanisme de suivi du partenariat de Deauville. Le chef de la diplomatie française a insisté sur « l'aspect opérationnel de ce partenariat et de ses plans d'action qui doivent se concrétiser sans délai ». Les institutions financières internationales, l'Organisation des Nations unies, l'OCDE, la Ligue arabe, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Union pour la Méditerranée, sans oublier les acteurs régionaux l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis et la Turquie étaient également présents.

**DEUX PILIERS** Le partenariat de Deauville, lancé sous la présidence française du G8, a pour objectif d'aider les pays du *Printemps arabe* à soutenir les réformes. Il repose sur deux piliers, un processus politique destiné à soutenir la transition démocratique et à favoriser les réformes en matière de gouvernance, notamment la lutte contre la corruption et le renforcement des institutions propres à assurer la transparence et un cadre économique propice à une croissance durable. L'intégration régionale représente l'autre pilier car elle est indispensable au développement. Ce soutien a été renouvelé lors de la réunion des ministres des Finances des pays du partenariat, à Marseille le 13 septembre, en présence de la Banque européenne d'investissement (qui renforce son appui dans la région à hauteur de 7,5 milliards de dollars d'ici 2013, soit un doublement de l'aide). Les institutions finan-

**RÉUNION À NEW YORK LE 20 SEPTEMBRE, SOUS LA PRÉSIDENCE D'ALAIN JUPPÉ, POUR METTRE EN PLACE LE SUIVI DU PARTENARIAT DE DEAUVILLE.**

cières y participant ont promis également de porter leur aide à 38 milliards de dollars pour la période 2011-2013. Ces annonces sont importantes, mais largement insuffisantes. Reste à savoir s'il s'agit de réorientations de sommes déjà affectées ou de nouveaux engagements ?

Parallèlement à ces engagements, la France s'est associée au Koweït pour co-présider le *Forum pour l'avenir* s'inscrivant dans le cadre de l'initiative G8-BMENA (Grand Moyen-Orient et Afrique du Nord) qui vise à développer le dialogue entre les gouvernements et les sociétés civiles sur les questions des réformes politiques et économiques et de développement

Alain Juppé et Mohamed Mouldi Kefi, chef de la diplomatie tunisienne.



humain. Des ateliers ont été organisés à Koweït sur l'égalité entre les sexes, à Marseille sur les enjeux économiques et sociaux et à Marrakech sur le rôle des jeunes et de la société civile. Les recommandations seront présentées lors de la réunion ministérielle qui se déroulera à Koweït en novembre. Seront-elles entendues et prises en compte ? Certaines ONG présentes lors de ces ateliers ne cachent pas leur scepticisme... A.L.



## Refonte de l'UPM ?

● Il est beaucoup question depuis quelques semaines de la refonte de l'UPM. Le président français, Nicolas Sarkozy, l'a évoqué lors de la dix-neuvième conférence des ambassadeurs, le 31 août à Paris : « Qui ne voit la pertinence de l'Union pour la Méditerranée pour répondre aux attentes des peuples ? Le moment est venu de la relancer et de la refonder. La France présentera ses propositions à ses partenaires dans les prochaines semaines. L'impasse du processus de paix ne doit pas empêcher l'UPM d'être le moteur d'une véritable renaissance de la Méditerranée ! D'ailleurs il faut reconnaître qu'avant les "printemps arabes", l'Union pour la Méditerranée s'organisait comme un cadre où se rencontraient enfin Israéliens et Palestiniens. Aujourd'hui, sa priorité, son cadre, c'est l'aspiration à la démocratie et au progrès économique. »

## NOMINATION



**Bernardino León**

**Représentant spécial de l'UE pour la région sud de la Méditerranée**

● Diplomate espagnol depuis 1989, Bernardino León a principalement exercé dans les pays arabes. De 1998 à 2001, il était conseiller personnel du représentant spécial de l'UE, Miguel Angel Moratinos, pour le processus de paix au Moyen-Orient. Depuis 2009, il est secrétaire général du cabinet du Premier ministre espagnol, José Luiz Zapatero. Le nouvel envoyé spécial a pour fonction de renforcer le rôle politique de l'Union dans la région, de maintenir des contacts avec l'ensemble des parties impliquées dans le processus de transformation démocratique et de participer à la mise en œuvre de la politique des droits de l'homme de l'UE. Il devra également contribuer au travail de la *Task force* pour la Méditerranée, créée le 7 juin, pour assurer la coordination et la cohérence des actions menées par le Service européen d'action extérieure (SEAE), la Commission, les États membres, la BEI et la Berd.



## MOUNIR FAKHRY ABDEL NOUR MINISTRE ÉGYPTIEN DU TOURISME

Mounir Fakhry Abdel Nour vient de rencontrer les professionnels du tourisme au salon Top Resa, à Paris. Objectif : lancer une campagne publicitaire afin d'inciter les touristes à se rendre à nouveau en Égypte. À cette occasion, il nous a fait part de son optimisme quant à la reprise de cette activité, essentielle pour l'économie de son pays.

# «En Égypte, la reprise du tourisme est sur la bonne voie»

### Quelle est la situation du tourisme aujourd'hui ?

Après l'une des périodes les plus difficiles qu'a connues le pays, la reprise est sur la bonne voie. Certes, le coup a été dur : suite aux événements de février qui ont provoqué le départ d'Hosni Moubarak, le nombre de touristes a chuté de 80 % par rapport à la même période de l'année précédente. Mais l'écart s'est progressivement réduit et il n'était plus qu'environ de 20 % au mois d'août. Nous considérons que d'ici à la fin de l'année, l'activité aura retrouvé le même rythme que celui d'avant la révolution. Je suis optimiste car la paix, la sécurité et l'ordre règnent dans la vallée du Nil et au Caire, indépendamment des informations que véhiculent les médias. Les sites balnéaires sont en dehors des lieux où se déroulent parfois des manifestations. Il faut changer la perception qu'ont les pays *exportateurs de touristes* et notamment la France. Les Français

ont été parmi les plus frileux. La baisse du tourisme français en Égypte est en moyenne de 40 %, un pourcentage bien plus élevé que celui des autres pays européens.

### L'annonce des élections en novembre risque-t-elle d'inquiéter les touristes ?

Je ne vois pas en quoi les élections peuvent ou doivent inquiéter. Ni les manifestations ni les élections qui se déroulent en France préoccupent les touristes de passage dans le pays. Alors, pourquoi s'alarmeraient-ils d'une manifestation place Tahrir, au Caire, ou d'une élection législative qui a lieu pendant leur voyage ? Depuis le 25 janvier et jusqu'à ce jour, il n'y a eu aucun incident visant un touriste. De plus, en pleine révolution, dans l'épicentre même de la révolution, place Tahrir, des bannières disaient «*don't leave, we will protect you*» (Ne partez pas, nous vous protégerons). C'est dire combien l'Égypt-

tien, qu'il soit révolutionnaire, contestataire ou simple citoyen, a conscience de la valeur du tourisme et du touriste. C'est une source de revenu pour l'Égypte et, pour l'Égyptien, une opportunité de travail.

### Concrètement, quelles mesures prenez-vous pour inciter les touristes à revenir ?

Nous continuons de tout faire pour expliquer la situation. Nous faisons des campagnes de publicité. Nous venons d'en lancer une, adaptée à la France avec le slogan «*L'Égypte nous sourit, sourions lui en retour*». Nous avons invité une quarantaine de groupes de journalistes afin qu'ils constatent que la sécurité règne et qu'ils se rendent compte des possibilités que nous leur offrons : les nouveaux sites, les nouveaux villages balnéaires. Nous participons à toutes les foires régionales ou internationales.

Nous créons également des événements.

En septembre une manifestation s'est déroulée à Sharm El-Sheikh, les *World Travel Award*, pour récompenser les meilleurs

**LE TOURISME**  
REPRÉSENTE 11 %  
DU PNB ET EMPLOIE  
UN TRAVAILLEUR  
SUR SEPT.

L'allée des Béliers relie le temple de Karnak à celui de Louxor.

acteurs du monde du voyage et du tourisme... Le 27 septembre, s'est tenue à Assouan la journée mondiale du tourisme sous l'égide de l'Organisation mondiale du tourisme. Le mois prochain, l'allée des Béliers sera inaugurée à Louxor. Nous encourageons également l'organisation de festivals à Sharm El Sheikh, à Hurgada. Enfin, la reprise de la croisière sur le Nil, entre le Caire et Assouan, est prévue avant la fin de l'année. Le signe que la sécurité règne.

#### **Vous menez une politique offensive...**

Une politique très offensive, car le tourisme est vital pour notre économie, c'est la plus grande source de revenus en devises étrangères. Elle représente 11 % du PNB et emploie un travailleur sur sept. Il faut donc que l'activité reprenne et nous faisons tout pour cela.

#### **Des grands projets d'investissement ont-ils été arrêtés ?**

Aucun projet lancé avant janvier n'a été stoppé. Depuis, j'ai reçu énormément d'offres pour de nouveaux projets : dans les sites balnéaires (mer Rouge essentiellement) et pour créer d'autres aéroports. Mais nous réfléchissons aussi à de nouvelles approches, comme le tourisme écologique, les Oasis, le désert blanc, le tourisme thérapeutique...

#### **Quel est le principal défi que l'Égypte doit relever aujourd'hui ?**

Combattre l'idée qui s'est installée dans l'esprit de la plupart des opinions publiques internationales : que la situation est instable et qu'il existe un risque à se rendre dans ce pays alors que tout est calme et que les Égyptiens attendent le retour des touristes !

*Propos recueillis par Agnès Levallois*



## La défaillance d'un modèle

**E**n réussissant sa révolution démocratique, la Tunisie a entamé une transition politique qui aura un profond retentissement sur son modèle économique. Le secteur du tourisme, qui compte pour environ 10 % de l'emploi et 6 % du PIB, risque d'être fortement perturbé par les changements socio-économiques qui s'annoncent. Les inquiétudes au sujet d'une activité aussi fondamentale sont donc grandes. Car au-delà de la baisse de fréquentation qu'ont provoquée les événements de janvier en 2011, la crise post-révolution du tourisme tunisien ne fait que mettre en lumière la défaillance d'un modèle touristique basé exclusivement sur le tourisme balnéaire de masse, qui n'est plus en mesure de contribuer efficacement au développement économique du pays. Et, de fait, c'est une véritable crise structurelle que traverse le secteur depuis le début des années 2000 : la Tunisie est le pays sud-méditerranéen qui a connu la plus faible croissance

d'arrivées touristiques sur la période 2000-2010, et celui dans lequel les dépenses journalières des touristes ont été les plus faibles.

Le rôle que le régime bénalyste a joué dans le déclin du secteur est majeur, sans aucun doute, et de nombreuses pratiques anticoncurrentielles ont eu cours ces dernières années. Le cas tunisien a offert l'exemple typique d'une mauvaise gouvernance sectorielle où règnent l'immobilisme et l'emprise du politique sur l'économique. En tant que tel, il illustre parfaitement la nécessité impérieuse, pour les pays méditerranéens qui ne l'ont pas encore fait, de libéraliser au plus vite l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie régionale.

*Maxime Weigert*

→ Ipeded publiera prochainement une étude sur le tourisme en Tunisie à l'heure de la transition démocratique qui examinera les conditions qui permettraient de mettre en œuvre le renouvellement du secteur.

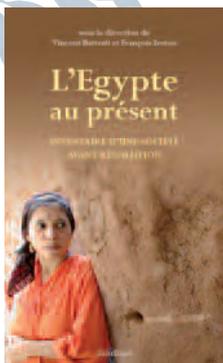
### **BILAN** Un repli de 36 % en un an



Mehdi Houas, ministre tunisien du Commerce et du Tourisme dans le gouvernement d'Unité nationale.

● Le ministre tunisien du Tourisme, Mehdi Houas, a déclaré lors d'une rencontre avec la presse, à Paris le 19 septembre, tabler sur un retour fin 2012 de l'activité touristique dans le pays à son niveau d'avant la révolution, alors que la fréquentation accusait encore un repli de 36 % cet été. Au lendemain de la révolution, « l'objectif était de réaliser 50 % de

2010 », a indiqué M. Houas. Mais depuis, le conflit libyen « a eu un impact sur le tourisme estival et le repli atteignait 60 % début juin », a-t-il souligné. Entre le début de l'année et le 10 septembre, 3,2 millions d'étrangers sont venus en Tunisie, soit un repli de 36 % en un an (44 % pour les Français). Le recul des nuitées était de 43 % et celui des recettes de 41,2 %.



**L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution**

SOUS LA DIRECTION DE VINCENT BATESTI ET FRANÇOIS IRETON  
Sindbad, 2011

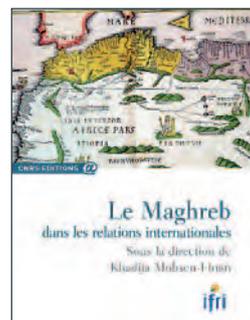
**S**ous presse lorsque la révolution a éclaté, cet ouvrage de plus de mille pages présente un panorama de la réalité égyptienne. Sa lecture est indispensable pour qui veut comprendre les évolutions du pays aussi bien sur le plan interne – démographie, société, économie, religieux, environnement – que régional – relations avec ses voisins et position géopolitique. Que reste-t-il d'*Oumm al Dunya* (la Mère du monde), comme les Égyptiens appellent leur pays ? Les contributeurs du Nord et du Sud de la Méditerranée, chercheurs, enseignants s'appuient sur des études de terrain, et cette connaissance intime ainsi que la volonté de faire « sentir » au lecteur la société et ses bouleversements font l'intérêt du livre. Un des défis que doivent relever les nouvelles autorités est résumé par Mustafa Kamel El-Sayyed : « *L'Égypte a encore du chemin à parcourir, non seulement pour passer au statut de "nouveau pays industrialisé", mais aussi pour transformer une croissance économique réelle mais fragile en développement.* » Enfin, la riche bibliographie, à la fin de chaque contribution, constitue un outil précieux.



**La Révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique**

JEAN-PIERRE FILIU  
Fayard, 2011

**L'**auteur tire les premiers enseignements des soulèvements que connaissent les pays arabes en partant d'une idée centrale : ils sont au début d'une seconde renaissance – écho à la *Nahda* du XIX<sup>e</sup>, mouvement, déjà mené à l'époque par la Tunisie et l'Égypte, qui visait à s'affranchir de la tutelle de l'Empire ottoman et à moderniser les sociétés. Pour Jean-Pierre Filiu, c'est une vague de fond, un bouleversement de longue durée porté par la jeunesse qui partage les mêmes désirs : la transparence, la lutte contre la corruption, la demande d'élections libres et le partage du pouvoir et des richesses. Dès lors, il n'y a pas lieu de parler d'*exception* du monde arabe car ces revendications sont les mêmes que celles exprimées dans d'autres lieux et à d'autres époques. De même, l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi en Tunisie n'est en rien un *geste islamique*, mais une dénonciation, certes radicale, de l'oppression. Enfin, les différences qui existent d'un pays à l'autre ne doivent pas occulter que les manifestants demandent tous, de façon pacifique, la chute du régime et du système tel qu'il fonctionne depuis les indépendances ; ils refusent de s'abriter derrière un chef qui ne ferait que remplacer celui qui a fini par partir.



**Le Maghreb dans les relations internationales**

SOUS LA DIRECTION DE KHADIJA MOHSEN-FINAN  
CNRS, 2011

**E**nfin un travail intéressant et utile sur le Maghreb, enfant pauvre de la recherche universitaire, dont on ne parle pratiquement, depuis quelques années, qu'en abordant les thèmes de l'immigration ou d'Al Qaida dans le Maghreb islamique (AQMI). Le déclenchement des révolutions, même si ce n'est pas le thème de l'ouvrage, oblige à une redéfinition des relations entre les deux rives de la Méditerranée, et les différentes contributions participent à cette réflexion en analysant les dynamiques internes, régionales et les réalités de ces pays.



**La Martingale algérienne. Réflexions sur une crise**

ABDERRAHMANE HADJ-NACER  
Editions Barzakh, juin 2011

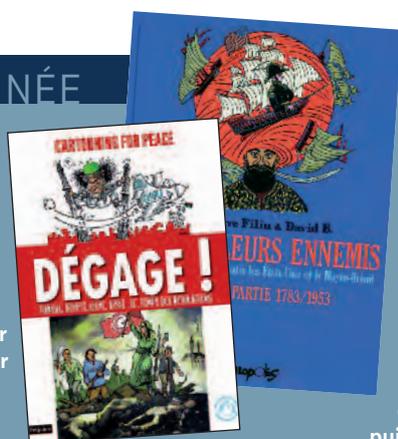
**A**ncien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, président du comité de parrainage politique d'Ipemed, Abderrahmane Hadj-Nacer nous livre ses réflexions alimentées par un sentiment de grande frustration face à un pouvoir qui ne comprend pas la nécessité du changement. L'auteur entend transmettre aux jeunes l'histoire de leur pays car, selon lui, elle n'est pas ou mal enseignée et le système reproduit inlassablement les mêmes erreurs. Il met en garde contre le risque de vouloir effacer le passé et de faire table rase pour reconstruire. Au contraire, pour l'auteur, mieux vaut assumer le passé pour en tirer profit. Ainsi, il donne la priorité absolue à la redéfinition du rôle de l'État et propose une reconstruction du système politique algérien en partant de l'expérience internationale mais aussi nationale et en s'appuyant sur toutes les périodes historiques. La lecture est stimulante car cet ouvrage n'occulte aucune des questions essentielles mais on aimerait, pour certaines, de plus amples développements.

BANDE DESSINÉE

**Dégage ! Tunisie, Égypte, Libye, Syrie : le temps des révolutions**

Éditions Fetjaine/La Martinière

Les révolutions arabes par la BD, c'est le formidable projet mené par l'association *Cartooning for peace* – créée par Plantu en 2006 avec le soutien de l'ONU – qui réunit ici seize dessinateurs du monde entier, chacun racontant la révolte, les frustrations, la colère des populations qui se sont soulevées. Ces dessins



illustrent les espoirs de changement, la fin de dictatures mais aussi les inquiétudes quant à la liberté d'expression, le droit des femmes...

**Les meilleurs ennemis**

JEAN-PIERRE FILIU ET DAVID B.  
Éditions Futuropolis, août 2011

Cet album retrace l'histoire des relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient de 1783 à 1953 (première partie). L'objectif est de montrer que les événements qui traversent la région puisent leurs racines dans l'histoire ancienne et que l'Amérique n'y est pas absente. Un défi relevé par le dessinateur et l'ancien diplomate, professeur de sciences politiques.

## Les partenariats public-privé

Dans un contexte économique marqué par une crise financière qui frappe tous les pays, beaucoup de dépenses publiques ont été réduites. Toutefois, et afin de ne pas freiner l'investissement, moteur de la croissance, nombreux sont ceux qui se tournent vers un mode de financement combinant des capitaux publics et privés. Les pays en développement, appuyés par différentes organisations internationales, ont eux aussi de plus en plus recours aux partenariats public-privé (PPP), même si certaines expériences se sont soldées par un échec dans les années 80. Alors que ce mode de financement repose sur l'apport d'expertise du secteur privé, sur l'optimisation du rapport coût/résultat et sur un contrat de longue durée liant une autorité publique à un opérateur privé, il reste cependant spécifique selon le pays où il est mis en place. Il se traduit de différentes manières au Royaume Uni (principalement sous la forme de *Private Finance Initiative*) ou en France (concessions ou contrat de partenariat).

**EN BONNE VOIE** Ipemed a organisé un séminaire à Paris, le 6 juin 2011, sur les partenariats public-privé en Méditerranée avec pour objectif de dresser un état des lieux dans la région méditerranéenne, et de mettre en avant différentes recommandations pour développer ce type de partenariat. En général, et malgré la persistance de quelques faiblesses, ce mode de financement et de réalisation des projets est en bonne voie en Méditerranée. Deux facteurs clés sont un préalable à leur développement : la mise en place d'une unité PPP par les États et l'adoption d'une loi spécifique pour une pratique harmonieuse. Un numéro d'*Ipemed Palimpsestes*, issu des préconisations du séminaire et se basant sur un rapport à paraître prochainement, expose les bonnes pratiques à mettre en place dans les Psem et les conditions nécessaires à la réussite des projets dans les pays méditerranéens.

Edward Aoun,  
assistant chef de projet Ipemed



«Ipemed Palimpsestes», n°8, août 2011.

EDWARD AOUN,  
MICHEL GONNET,  
AMAL CHEVREAU

### Quatre outils

- Les firmes européennes peuvent participer à l'industrialisation de la rive sud de la Méditerranée par l'intermédiaire de quatre outils :
  - la Banque euro-méditerranéenne de développement,
  - la sécurisation juridique et financière des investissements privés,
  - une harmonisation des cours arbitrales existantes
  - et le développement des PPP.

## La contrainte carbone



«Ipemed Palimpsestes», n°6, juin 2011.

MORGAN MOZAS

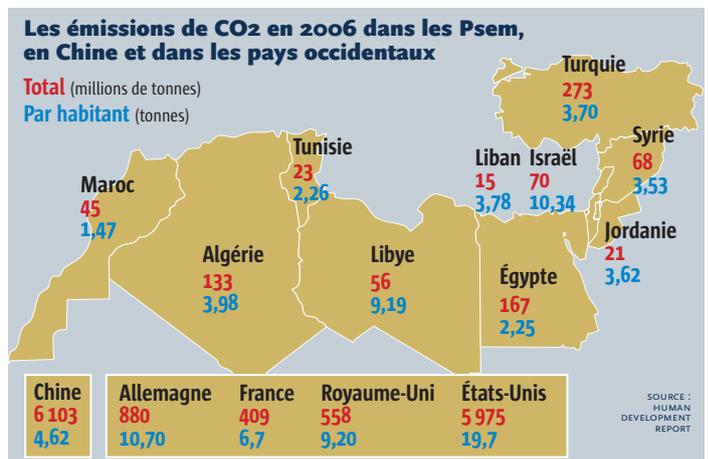
de production plus propres, offrent aux Psem de réelles possibilités pour faire financer par les acteurs du Nord des projets propres. Un bilan décevant des projets MDP est dressé dans la région (cf. tableau) : longueur des procédures, manque de ressources à disposition des entreprises avec une réflexion sur la pertinence de ce mécanisme en Méditerranée. Une des solutions pourrait être le développement de coopérations régionales euro-méditerranéennes. Les entreprises du Nord, qui ont acquis une expertise pour évaluer et réduire leurs émissions, pourraient aider efficacement les acteurs économiques du Sud à adopter de nouvelles stratégies industrielles.

● Alors que la contrainte carbone ne s'applique pas aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée car ils ne font pas partie des pays ayant contribué à l'augmentation mondiale des gaz à effet de serre, il n'en demeure pas moins intéressant de comprendre pourquoi les Psem sont concernés et c'est l'objet de cette étude réalisée par Morgan Mozas, chef de projet à Ipemed. En effet, les objectifs de l'Union européenne visant à réduire de 20 % ses émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2020 et de 80 % d'ici à 2050 vont avoir un impact sur l'ensemble des pays méditerranéens et la part des émissions dans les pays du Sud pourrait représenter 47 % du total des émissions de la région en 2030. Par ailleurs, les Mécanismes de développement propre, appelés MDP, réponse aux pays en développement en demande d'un mécanisme financier qui appuie le développement économique en adoptant des méthodes

### Nombre de projets MDP enregistrés en Chine et dans les Psem, et part du PIB dans le total mondial

Algérie	—	0,34 %
Chypre	6	0,03 %
Égypte	7	0,67 %
Jordanie	2	0,04 %
Liban	—	0,08 %
Libye	—	0,13 %
Mauritanie	1	0,01 %
Maroc	5	0,20 %
Syrie	2	0,14 %
Tunisie	2	0,10 %
<b>Total Psem</b>	<b>25</b>	<b>1,76 %</b>
<b>Chine</b>	<b>1 236</b>	<b>13,61 %</b>

SOURCE : ECONOMYWATCH, UNFCCC, DÉC. 2010.



Télécharger les numéros d'«Ipemed Palimpsestes» :  
[www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop) > Publications



## ÉLECTRICITÉ

# « RTE participe à l'interconnexion du pourtour méditerranéen »

RTE – Réseau de transport d'électricité – vient d'adhérer à Ipemed en qualité de membre fondateur. Dominique Maillard, président du directoire, explique la stratégie du groupe dans la région.

réseaux entre les équipes et un transfert de connaissance, ce qui est la meilleure façon de préparer l'avenir.

### Avez-vous des projets de développement vers l'Est ?

**D.M. :** Même s'il n'y a pas à ce jour de coopération formalisée entre RTE et son homologue égyptien, un partenaire égyptien est présent dans le tour de table de Medgrid et le schéma de la boucle méditerranéenne passe par ce pays. Dans le cadre du Plan solaire méditerranéen, l'objectif de Medgrid est de promouvoir le développement d'un réseau électrique de transport et d'interconnexion entre les pays du pourtour de la Méditerranée, de développer les échanges d'information et la coopération entre les pays du Nord et du Sud sur le thème des réseaux, dans les domaines des technologies de transport

et de promouvoir des solutions adaptées au contexte méditerranéen. Enfin, un accord de coopération a été signé en 2009 avec le Gulf Cooperation Council Interconnection Authority (GCCIA) qui rassemble les exploitants de réseaux des pays du

Conseil de Coopération du Golfe (GCC).

### RTE vient d'adhérer à Ipemed. Quel est le sens de cette décision ?

**D.M. :** Au-delà des coopérations bilatérales et institutionnelles, RTE est désireux d'œuvrer dans le cadre d'une structure associative souple et ouverte. C'est la raison pour laquelle Ipemed nous a semblé être la bonne structure car elle dépasse le seul secteur de l'électricité et englobe d'autres dimensions.

Propos recueillis par Agnès Levallois

### Quelle est la politique méditerranéenne de RTE ?

**DOMINIQUE MAILLARD :** RTE en tant qu'opérateur de réseau de transport d'électricité de la rive nord de la Méditerranée s'est toujours intéressé à l'Est, à l'Ouest et au Sud. Il est l'héritier des réflexions menées dans le cadre de l'UCTE (Union pour la coordination du transport électrique) fusionnée aujourd'hui dans une association de réseaux, ENTSO-E (*European Network of Transmission System Operators for Electricity*), qui définit des codes de réseaux communs entre les pays adhérents. L'objectif est de rendre solidaires les réseaux élec-

triques du pourtour méditerranéen. Pour cela, il faut parvenir progressivement à l'interconnexion électrique des différents pays des deux rives et au bouclage complet par la synchronisation, lorsqu'elle est possible, ou par des liaisons asynchrones à courant continu en attendant la synchronisation. Cette coopération s'effectue avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la Turquie, qui est en passe d'être synchronisée au réseau européen. Des tests sont en cours et ils devraient s'achever à l'automne 2012. Au Sud, en Algérie, au Maroc et en Tunisie, l'interconnexion synchrone est déjà faite. La coopération technique est interrompue avec la Libye mais elle reprendra dès que les conditions le permettront. Ensuite viendront l'Égypte et la zone du Proche-Orient.

Quels sont les principaux partenaires de RTE dans la région ?

**D.M. :** Il existe des coopérations historiques avec les pays de la rive sud. Des accords bilatéraux ont été signés avec l'Office national de l'électricité (Maroc), Sonelgaz (Algérie), Steg (Tunisie), Gecol (Libye), Nepco (Jordanie) et Teias (Turquie). Il y a une coopération technique mais aussi physique avec des équipes d'expatriés en Algérie. Il y en a eu aussi en Libye jusqu'aux derniers événements. Des actions de formation sont également menées sur place ou en accueillant des équipes au siège de RTE. Cela permet la création de

IL EXISTE  
DES COOPÉRATIONS  
HISTORIQUES  
ENTRE RTE  
ET LES PAYS  
DE LA RIVE SUD.

### NOMINATION



Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France et membre fondateur d'Ipemed,

a été élu en qualité de vice-président (Deputy chairman) de la région Europe-Méditerranée-Afrique (EMA) aux côtés de Rolf Nonnenmacher, Senior Partner de KPMG Allemagne, et élu président de KPMG EMA, pour trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011.